

RCS : AVIGNON
Code greffe : 8401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00488
Numéro SIREN : 910 573 013
Nom ou dénomination : A2M RENOVATION

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2022 sous le numéro de dépôt 2273

Création de Société par Actions Simplifiée**ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL**

La banque ci-après :

CCM AGRICULTURE D'ORANGE, 139 RUE DU COLONEL ARNAUD BELTRAME 84100 ORANGE déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 5 000 €.

M AGRO FLORENT, représentant de la société A2M RENOVATION S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 659 ROUTE DE JONQUIERES 84100 ORANGE, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
AGRO FLORENT	2 550	2 550 €
FABRA MANUEL	2 450	2 450 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

10278 06513 00020980501 03

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 01 février 2022

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

JST14

Lu et approuvé


Marianne ZAGARI
Chargé d'Affaire Professionels
0432803410


139 Rue Colonel Arnaud Beltrame
84100 ORANGE
Tél : 04 32 80 34 10
RCS Carpentras 445 213 010
M. ZAGARI

A2M RENOVATION

Société par Actions Simplifiée

Au capital 5 000 euros

Siège social : 659 route de Jonquières

84100 ORANGE

Liste des souscripteurs**NOM, PRENOM, DOMICILE
DES FUTURS ASSOCIES :****VERSEMENTS EFFECTUES**

- **La société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros, ayant son siège social sis 659 route de Jonquières à Orange (84100), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 849 375 720 RCS AVIGNON, représentée par son Président Monsieur Florent AGRO. 2 550 €

correspondant à 2 550 actions de la société

- **Monsieur Manuel FABRA**, de nationalité française, né à Orange (84), le 22 mai 1991 et demeurant 366 avenue de Verdun à Orange (84100) 2 450 €

correspondant à 2 450 actions de la société

**TOTAL DES VERSEMENTS CORRESPONDANT
A LA LIBERATION INTEGRALE DES 5 000 ACTIONS SOUSCRITES 5 000 €**

La présente liste et le présent état sont certifiés par Messieurs Florent AGRO en qualité de Président de la société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT et Monsieur Manuel FABRA, futurs associés.

A Orange,
Le 21 février 2022

**P/ FLORENT AGRO INVESTISSEMENT
Monsieur Florent AGRO**

DocuSigned by:
 Florent AGRO
C9720A3EBFCD403...

Monsieur Manuel FABRA

DocuSigned by:
 Manuel FABRA
6013FD08B9485...

A2M RENOVATION

Société par Actions Simplifiée

Capital social : 5 000 euros

**Siège social : 659 route de Jonquières
84100 ORANGE**

STATUTS CONSTITUTIFS

Adoptés le 21 février 2022

A2M RENOVATION
Société par Actions Simplifiée
Au capital 5 000 euros
Siège social : 659 route de Jonquières
84100 ORANGE

LES SOUSSIGNES :

- **La société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros, ayant son siège social sis 659 route de Jonquières à Orange (84100), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 849 375 720 RCS AVIGNON,

Représentée par Monsieur Florent AGRO, Président ayant tous pouvoirs à cet effet,

- **Monsieur Manuel FABRA**, de nationalité française, né à Orange (84), le 22 mai 1991 et demeurant 366 avenue de Verdun à Orange (84100), lié par un pacte civil de solidarité avec option pour le régime de l'indivision avec Madame Sara DEL DUCA, pour l'avoir conclu le 27 décembre 2018 à PIOLENC, enregistré sous le numéro 840912018000021.

APRES AVOIR RAPPELE ET DECLARE QUE :

1°) Les soussignés ont décidé de constituer, sans qu'il soit fait appel public à l'épargne, une société par actions simplifiée dénommée **A2M RENOVATION** dont le capital et le siège seraient fixés comme indiqué ci-après. Le capital initial serait représenté par 5 000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

2°) Concernant les apports en numéraires, les soussignés ont versé les sommes correspondant à la libération intégrale de la valeur nominale des actions souscrites par eux en numéraire.

3°) Les sommes correspondant aux apports en numéraire ainsi recueillies ont été déposées, avec la liste des souscripteurs, dans une banque, à un compte ouvert au nom de la société à constituer.

4°) Les versements ont été constatés par la banque dépositaire qui, au vu des sommes déposées ainsi que de la liste des souscripteurs et de l'état des versements, a délivré le certificat prescrit par la loi.

5°) Après avoir pris connaissance de la liste des futurs associés, dont un exemplaire certifié sincère et véritable leur a été présenté et constaté que les sommes versées par eux sont conformes aux énonciations de ladite liste, ils confirment leur souscription aux actions formant le capital social à concurrence de leur versement et apport respectif, savoir :

- **société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT**

au titre d'apport en numéraire la somme de

2 550 Euros

au titre de la souscription de 2 550 actions

- Monsieur Manuel FABRA

au titre d'apport en numéraire la somme de
au titre de la souscription de 2 450 actions

2 450 Euros

Total des versements et apports en nature correspondant à la
libération intégrale des 5 000 actions souscrites

5 000 Euros

Il est précisé ici que l'apport en numéraire réalisé par Monsieur Manuel Fabra, à hauteur de 2 450 euros, l'a été au moyen de sommes lui appartenant antérieurement à l'enregistrement du pacte civil de solidarité conclu le 27 décembre 2018 avec Madame DEL DUCA de sorte que les 2 450 actions reçues par Monsieur FABRA en contrepartie de son apport en numéraire relèvent de sa propriété exclusive conformément aux dispositions de l'article L.515-5 du Code civil.

ONT ARRETE :

Dans les termes ci-après, les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE – DUREE

Article 1 – FORME

Il est formé une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Tout appel public à l'épargne est interdit à la société.

Article 2 – OBJET

La Société a pour objet :

- Les activités de construction spécialisées en maçonnerie qui concernent un aspect commun à différents ouvrages et qui requièrent des compétences ou des matériels spécialisés dans le métier du bâtiment.

- Les activités regroupées principalement autour des métiers du bâtiment comme la maçonnerie, le pavage, les travaux courants de béton armé, la réalisation de clôture bâtie en maçonnerie ou en plaque de béton, parpaings, briques, béton cellulaire ainsi que tous les montages d'armatures destinées aux coffrages en béton.
- La création ou la rénovation de bâtiments, maisons, immeubles de toutes sortes en gros œuvre comme le hors d'eau et le hors d'air, les toitures et l'étanchéité, et en second œuvre avec tous les postes de finition comme l'isolation intérieure ou extérieure, le plaquage en plaque de placoplâtre, le carrelage, la pose de petite plomberie et petite électricité, le ravalement de façade, la rénovation en tout ou partie des murs de construction en enduit mortier, enduit de renforcement, enduit de sous couche ou de finition.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de société nouvelles d'apports, de souscription ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés de brevets concernant ces activités ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à l'objet ci-dessus défini,
- Et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est :

A2M RENOVATION

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'indication du capital social.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**659 route de Jonquières
84100 ORANGE**

Article 5 – DUREE - EXERCICE SOCIAL

5.1. La société a une durée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

5.2. L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2022.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – APPORT

Le capital d'origine de la société est formé exclusivement d'apports en numéraire correspondant au montant nominal de 5 000 actions de 1 Euro.

Ces actions sont toutes souscrites et entièrement libérées, ainsi qu'il résulte de l'attestation de dépôt sur le compte n° 10278 06513 00020980501 03 établie le 1^{er} février 2022 par la banque CREDIT MUTUEL agence sise à Orange.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €).

Il est divisé en 5 000 actions de 1 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Article 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Le capital social peut être augmenté :

- Soit par l'émission, au pair ou avec prime, d'actions nouvelles, ordinaires ou de préférence, de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,
- Soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes,
- Soit par apport en nature,

Le tout en vertu d'une décision collective des associés prise dans les formes et conditions déterminées au titre "*DECISIONS COLLECTIVES*" des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des

actions nouvelles ; ils peuvent renoncer individuellement à ce droit suivant les conditions et modalités fixées par la réglementation en vigueur. Les associés disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si la décision collective d'augmentation de capital l'a décidé expressément.

La décision collective qui décide l'augmentation de capital peut, dans les conditions et limites fixées par la loi, supprimer l'exercice du droit préférentiel de souscription et réserver la souscription des actions nouvelles à telle personne de son choix.

8.2. Le capital peut être réduit selon les formes et dans les conditions fixées par la loi.

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire à la diligence de la société, conformément à la réglementation en vigueur. A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la société.

Article 10 – CONSTATATION DES DROITS ET MUTATION DE PROPRIETE

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet au siège social. La cession ou le transfert des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre dit "Registre de Mouvements".

TITRE III DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Article 11 – DROIT DE DISPOSITION SUR LES ACTIONS

Tout associé peut céder ou transmettre ses actions en pleine propriété, en usufruit ou en nue-propriété, à toute époque, sous réserve des dispositions limitatives des présents statuts.

Toute cession effectuée en violation des clauses des présents statuts est nulle.

Article 12 – AGREMENT

Pour l'application du présent article les termes suivants auront le sens défini ci-après, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel :

- Le terme « *cession* » s'entend de toute mutation et/ou transmission d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ayant pour effet de transférer la pleine propriété, l'usufruit ou la nue-propriété d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès de façon immédiate

ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la société, et, notamment, la vente, de gré à gré ou en vertu d'une décision de justice, l'apport en société, l'échange notamment par voie de fusion ou de scission, de transmission universelle de patrimoine, la cession de droits d'attribution ou de droit de souscription à une augmentation de capital ou la renonciation à un droit de souscription, le nantissement, le prêt de consommation, la licitation, le partage, la donation, la succession, la dissolution de communauté entre époux.

- Le terme « *cédant* » s'entend de l'associé auteur du projet de *cession* ou, en cas de succession ou d'adjudication des bénéficiaires de la *cession*.

Toutes les notifications effectuées en application du présent article devront être faites par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception.

Les délais ci-après mentionnés seront décomptés à partir du jour de la première présentation des notifications auxquelles il doit être répondu.

12.1. Champ d'application

Les *cessions* d'actions consenties par l'associé unique ou entre associés, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les *cessions* d'actions au profit de tiers non associés en ce compris les conjoints, ascendants, descendants, ne peuvent intervenir qu'avec l'agrément préalable de la société donné par décision collective des associés, le *cédant* prenant part au vote.

12.2. Procédure

Le *cédant* doit notifier son projet de *cession* (ou, en cas de décès, l'ouverture de la succession) au Président de la société en indiquant :

- l'identité du bénéficiaire :
 - s'il s'agit d'une personne physique : ses nom, prénom, adresse, activité professionnelle ainsi que l'identité des sociétés dans lesquelles il exerce un mandat social,
 - s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination, sa forme, son capital, son siège, son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, la composition de ses organes de direction et l'identité de ses associés qui en détiennent le contrôle ultime,
- le nombre des actions dont la *cession* est envisagée,
- le prix offert ou la valeur retenue,
- les conditions de la *cession*.

Dans le cas où l'un des éléments du projet de *cession* serait modifié, une nouvelle procédure de notification devrait avoir lieu.

Dans les trois mois qui suivent cette notification, le Président est tenu de notifier au *cédant* si la *cession* projetée est acceptée ou refusée. A défaut de réponse dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, le *cédant* peut librement procéder à la *cession* projetée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la notification de la décision d'agrément ou de son obtention tacite. Passé ce délai, la *cession* projetée ne pourra être réalisée qu'après renouvellement de la procédure susvisée, même si les conditions de la *cession* projetée sont identiques ou similaires à celle du projet de *cession* qui a déjà fait l'objet de cette procédure.

Toutefois, l'absence de notification préalable d'un projet de *cession* sera sans conséquence dès lors que ce projet a donné lieu à une décision collective d'agrément adoptée conformément aux conditions et modalités stipulées au titre « *DECISIONS COLLECTIVES* » des présents statuts.

12.3. Refus d'agrément

12.3.1. Rachat des actions

En cas de refus d'agrément, le *cédant* doit indiquer, par notification adressée au Président de la société, dans un délai de dix jours à compter de la notification du refus, s'il renonce à son projet.

A défaut de cette renonciation expresse, la société est tenue de faire acquérir les actions faisant l'objet du projet de *cession*, soit par des associés ou par des tiers, soit, avec le consentement du *cédant*, par elle-même étant précisé que, dans ce cas, elle devra céder ces actions dans un délai de six mois ou les annuler.

A cet effet, le Président notifiera au *cédant*, dans un délai de trois mois suivant la notification du refus d'agrément, l'identité du ou des cessionnaires ainsi que, le cas échéant, le nombre d'actions acquises par chacun d'eux. A défaut de notification dans ce délai, l'agrément sera réputé donné et le *cédant* pourra réaliser la *cession* initialement projetée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de l'expiration de ce dernier délai de notification. Passé ce délai de quarante-cinq (45) jours, la *cession* projetée ne pourra être réalisée qu'après renouvellement de la procédure susvisée.

12.3.2. Prix des actions

Le prix de rachat des actions de l'associé *cédant* par le cessionnaire désigné, sera fixé d'un commun accord entre eux.

En cas de désaccord, le prix sera déterminé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil. L'expert devra rendre son rapport dans les soixante jours à compter de sa nomination à moins que les parties ne se mettent d'accord sur une prorogation de ce délai. L'expert statuera souverainement et sa décision s'imposera aux parties. Toutefois, si le prix fixé par l'expert est inférieur de plus de 10 % au prix proposé par le cessionnaire, le *cédant* pourra renoncer à son projet de *cession* en notifiant sa décision à la société dans les dix jours suivant la date à laquelle le rapport de l'expert lui aura été remis.

Les frais d'expertise seront supportés par le *cédant* si le prix fixé par l'expert est inférieur au prix proposé au *cédant* par le cessionnaire et par ce dernier dans le cas contraire.

12.3.3. Régularisation de la cession

Le rachat devra être régularisé dans le délai d'un mois suivant la fixation du prix, par la signature des ordres de mouvements correspondants et le paiement du prix de cession, lequel sera comptant sauf accord contraire du *cédant* et du *cessionnaire*.

Si la cession n'est pas réalisée à l'expiration de ce délai de un mois, le *cédant* pourra réaliser la *cession* initialement projetée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de l'expiration du délai susvisé de un mois. Passé ce délai de quarante-cinq (45) jours, la *cession* projetée ne pourra être réalisée qu'après renouvellement de la procédure susvisée.

Article 13 – DROIT SUR L'ACTIF SOCIAL ET SUR LES BENEFICES

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts.

Article 14 – OBLIGATIONS DES ASSOCIES

14.1. Adhésion aux statuts

La propriété d'une action, même en usufruit, emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des organes sociaux.

14.2. Responsabilité

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Les créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation, et doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

14.3. Indivision

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles.

Les propriétaires indivis d'une action, à quelque titre que ce soit, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne désignée d'accord entre eux, ou à défaut en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

14.4. Démembrement de propriété

En cas de démembrement de la propriété des actions composant le capital social, le droit de prendre part à l'adoption des décisions collectives appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, usufruitier et nu-proprétaire seront destinataires des mêmes documents et informations, préalablement à l'adoption de toute décision collective.

De la même manière, usufruitier et nu-proprétaire pourront participer, le cas échéant, aux assemblées générales d'associés, nonobstant le titulaire effectif du droit de vote pour chacune des résolutions proposées.

14.5. Rompus

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou droits nécessaires.

Article 15 – COMPTES COURANTS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en compte-courant.

TITRE IV REPRÉSENTATION - ADMINISTRATION ET DIRECTION

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président et, le cas échéant, par ses Directeurs généraux.

Article 16 – PRESIDENT

16.1. Nomination du Président

Le Président, personne morale ou personne physique, associée ou non, est nommé avec ou sans limitation de durée, par décision collective des associés.

16.2. Attributions et pouvoirs du Président

16.2.1. Direction de la société

Dans ses rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

A titre de mesure d'ordre interne inopposable au tiers, les associés pourront, par décision collective adoptée soit lors de sa désignation soit ultérieurement, déterminer les actes et/ou opérations que le Président ne pourra réaliser sans autorisation préalable des associés.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés.

16.2.2. Attributions particulières

Le Président sera seul compétent pour adopter les décisions ci-après :

- Transfert du siège social dans le ressort du même département et des départements limitrophes,
- Mise à jour des statuts corrélative aux décisions qui précèdent.

Ces décisions donneront lieu à la rédaction de procès-verbaux qui seront conservés dans le registre des décisions collectives des associés.

16.3. Rémunération du Président

Il appartient aux associés de décider par décision collective si les fonctions de Président donnent lieu à rémunération et, le cas échéant, d'en fixer le montant.

16.4. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions du Président prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination, par démission, ou encore par révocation.

La révocation du Président intervient selon les mêmes formes et modalités que sa nomination sans qu'il soit nécessaire de justifier de justes motifs.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception ou encore par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception. Elle ne produit ses effets qu'à l'expiration d'un délai de préavis de trois mois.

Article 17 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

17.1. Nomination du ou des Directeurs généraux

Les associés peuvent nommer, par décision collective, pour la durée qu'ils déterminent, un ou plusieurs Directeurs généraux, associés ou non, personnes physiques ou morales.

17.2. Attributions et pouvoirs du ou des Directeurs généraux

Les Directeurs généraux assistent le Président et assument la direction générale de la société. Ils sont, en application des présents statuts, investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président.

Toutefois, à titre de mesure d'ordre interne inopposable au tiers, les Directeurs Généraux ne pourront réaliser les actes ou opérations ci-après sans avoir recueilli l'accord préalable du Président :

- acquisition, aliénation, cession, réorganisation (ou opération assimilée) d'actif(s) d'un montant supérieur à 5 000 euros et de droits réels;
- cession, nantissement, acquisition et/ou souscription (en ce compris les apports) de titres au sein d'une autre société ou groupement avec ou sans personnalité morale sous quelque forme que ce soit, ou abandon de droits attachés à ces titres, et qui ne serait pas prévu dans le plan d'affaires approuvé ;
- prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;
- octroi de baux ou conventions d'occupation dérogatoire au bail type et octroi de baux ou conventions d'occupation de quelque nature que ce soit sur les actifs de la Société et toute modification et/ou résiliation de ces baux ou conventions d'occupation, dès lors que l'enjeu financier pour la Société est égal ou supérieur à 10 000 euros HT annuels ;
- toute modification significative relative à la souscription, la modification et la résiliation des couvertures d'assurance souscrites par la Société;
- le règlement de tout litige ou la conclusion de tout accord ou transactions dans le cadre d'un litige existant ou futur d'un montant excédant 10 000 Euros auquel la société serait partie, à l'exception de tous litiges concernant le recouvrement de dettes pour lequel aucune limite de montant ne s'appliquera,
- tout engagement de dépenses de quelque nature que ce soit supérieur à 5 000 euros HT;
- conclusion, modification ou résiliation de toute convention conclue directement ou indirectement avec le Président, l'un des Directeurs Généraux, l'un des Associés ou l'une société qu'il contrôle au sens de l'article L.233.3 du Code de Commerce.
- renonciation à la mise en œuvre de tout droit ou prérogative prévue aux termes d'une convention conclue avec le Président, l'un des Directeurs Généraux, l'un des Associés ou l'une société qu'il contrôle au sens de l'article L.233.3 du Code de Commerce.
- conclusion de tout emprunt ou autre contrat de financement sous quelque forme que ce soit qui n'est pas inscrit dans un plan d'affaires approuvé par la collectivité des Associés, et/ou tout remboursement anticipé de ces emprunts ;
- Octroi de caution, aval ou garantie pour un montant supérieur à 10 000 euros.

Les Directeurs généraux ne pourront pas adopter les décisions relevant des attributions particulières exclusivement réservées, le cas échéant, par les présents statuts au Président.

17.3. Cessation des fonctions du ou des Directeurs généraux

Les fonctions des Directeurs généraux prennent fin, notamment, par l'arrivée du terme prévu lors de leur nomination, par démission, par révocation ou encore lors de la cessation du mandat du Président, pour quelque motif que ce soit.

La démission du Directeur général n'est recevable que si elle est adressée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou encore par tout autre moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception. Elle ne produit ses effets qu'à l'expiration d'un délai de préavis de trois mois.

Lorsque le Président cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs généraux conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

La révocation du ou des Directeurs généraux intervient sur décision collective des associés qui n'ont pas à justifier de justes motifs.

Il appartient aux associés de décider par décision collective si les fonctions de Directeur général donnent lieu à rémunération et, le cas échéant, d'en fixer le montant.

Article 18 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions dites réglementées sont soumises au contrôle des associés dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

Article 19 – APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL

19.1. Interlocuteur du Comité Social et Economique

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité Social et Economique exercent les droits définis par la loi.

19.2. Droit du Comité Social Economique

Dans les hypothèses où le code du travail réserve la possibilité au Comité Social Economique d'interagir avec les décisions collectives d'associés, le Comité Social Economique aura la faculté de requérir l'inscription de projet de résolutions ou de décisions à l'ordre du jour, dans les conditions stipulées ci-après.

(i) Décisions collectives adoptées en assemblée générale

Le Comité Social et Economique, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet par une délibération du Comité Social et Economique, adressera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'interlocuteur désigné ci-dessus, à l'adresse du siège social, ses demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour d'une assemblée générale.

Seules les demandes reçues par l'interlocuteur désigné ci-dessus dans un délai de vingt (20) jours calendaires au moins avant la date d'une assemblée générale seront inscrites à leur ordre du jour. A défaut, leur inscription sera reportée à l'ordre du jour de l'assemblée générale suivante.

Chaque demande devra être accompagnée du texte du projet de résolutions, d'un exposé des motifs justifiant ces résolutions, ainsi que d'une copie du mandat conféré au représentant du Comité Social et Economique dans les conditions susmentionnées.

Les points inscrits à l'ordre du jour et le texte du projet des résolutions résultant des dispositions qui précèdent seront communiqués aux associés et, le cas échéant, au commissaire aux comptes, préalablement à l'assemblée générale.

(ii) Décisions collectives adoptées sous une forme autre qu'en assemblée générale

Le Comité Social et Economique, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet par une délibération du Comité Social et Economique, adressera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'interlocuteur désigné ci-dessus, ses demandes d'inscription de projets de résolutions.

Chaque demande devra être accompagnée du texte du projet de résolutions, d'un exposé des motifs justifiant ces résolutions, ainsi que d'une copie du mandat conféré au représentant du Comité Social et Economique dans les conditions susmentionnées.

Les points inscrits à l'ordre du jour et le texte du projet des résolutions résultant des dispositions qui précèdent seront communiqués à l'associé unique ou aux associés pour son examen lors de leurs décisions. Seules les demandes reçues par l'interlocuteur désigné ci-dessus dans un délai de vingt (20) jours calendaires au moins avant la consultation de l'associé unique ou des associés seront inscrites à l'ordre du jour.

TITRE V

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 20 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par les dispositions légales et réglementaires et facultative dans les autres cas. Le cas échéant, la désignation des commissaires aux comptes est faite par décision collective des associés.

Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées générales d'associés.

TITRE VI

DECISIONS COLLECTIVES

Article 21 – DOMAINE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur décision collective des associés, savoir :

21.1. Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ci-après sont qualifiées de décisions collectives ordinaires :

- Agrément des cessions et transmission d'actions.
- Nomination et révocation du Président. Fixation des éventuelles limitations de ses pouvoirs.
- Fixation, le cas échéant, de la rémunération du Président.
- Le cas échéant, adoption des autorisations préalables à conférer au Président et/ou au Directeur général conformément à leurs limitations de pouvoirs.
- Nomination et révocation du ou des Directeurs généraux. Fixation des éventuelles limitations de leurs pouvoirs.
- Fixation, le cas échéant, de la rémunération du ou des Directeurs généraux.
- Nomination ou renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes annuels, même en période de liquidation, des conventions réglementées, affectation des résultats et distribution de dividendes.
- Approbation des comptes définitifs de liquidation et décision de clôture de la liquidation.
- Plus généralement, toutes les décisions qui ne relèvent pas d'une décision collective extraordinaire ou devant être prises à l'unanimité.

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance.

21.2. Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives ci-après sont qualifiées de décisions collectives extraordinaires :

- Toute décision qui entraîne ou susceptible d'entraîner une modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement, l'émission de valeurs mobilières donnant accès ou non, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la société, l'émission d'options de souscription ou d'achat d'actions, de plan d'attribution gratuite d'actions.
- La création, le rachat, la modification ou conversion d'actions de préférence et/ou d'avantages particuliers.
- Emission d'obligations convertibles ou remboursables en actions ou assorties de valeurs mobilières donnant accès au capital ou aux droits de vote de la société.
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif.
- Dissolution.
- Nomination et révocation du liquidateur en cas de dissolution, fixation de sa rémunération.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Difficulté d'interprétation quant à la répartition des compétences de chacun des organes de la société.

- Et, plus généralement, toute décision qui entraîne une modification des dispositions des présents statuts autres que celles pouvant être décidées par le Président ou devant faire l'objet d'une décision ordinaire ou unanime des associés.

Les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance.

21.3. Décisions collectives prises à l'unanimité

Sont modifiées ou adoptées à l'unanimité des associés, les clauses et dispositions statutaires relatives à :

- L'agrément des cessions d'actions,
- L'exclusion d'associé,
- L'inaliénabilité des actions,
- Changement de contrôle d'un associé en application de l'article L227-17 du Code de commerce,

Et, plus généralement toute décision qui requière l'unanimité des associés au regard de dispositions législatives ou réglementaires.

Article 22 – FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée générale ou par voie de consultation écrite. Elles peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte.

Toutefois, pour toute décision, la tenue d'une assemblée est de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social.

En cas de démembrement de propriété, la demande ne pourra émaner que de la personne, usufruitière ou nu-propiétaire, titulaire effectif du droit de vote selon la nature des décisions figurant à l'ordre du jour.

22.1. Assemblées générales

22.1.1. Convocation

- Auteur de la convocation :

Les assemblées générales sont convoquées par le Président.

En outre, toute assemblée peut être convoquée :

- par le commissaire aux comptes, ainsi que par un ou plusieurs associés réunissant au moins 10 % du capital, après avoir vainement requis sa convocation par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- lorsque cette faculté est prévue par le Code du travail, par un mandataire désigné en justice à la demande du Comité Social Economique en cas d'urgence ;

- par le liquidateur pendant la période de liquidation.
- Ordre du jour :

L'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour et expose les motifs de la réunion dans un rapport présenté à l'assemblée générale.

- Lieu de réunion :

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu figurant dans les avis de convocation.

- Forme et délais de convocation :

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée par tout procédé de communication écrit ou non.

Toutefois, les convocations effectuées, le cas échéant, par une personne autre que le Président, devront être obligatoirement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les assemblées convoquées verbalement ne délibéreront valablement que sous la condition que tous les associés soient présents ou représentés. En cas de démembrement de propriété, seule la présence ou la représentation du titulaire effectif du droit de vote sera requise pour la validité des délibérations de l'assemblée.

22.1.2. Accès aux assemblées - Vote

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales.

Chaque associé ainsi que toutes les autres personnes ayant le droit d'y participer peuvent assister en personne aux assemblées générales ou, au choix de l'auteur de la convocation, par tout moyen de conférence audiovisuelle ou téléphonique permettant l'identification et la participation effective à l'assemblée de ses membres.

Un associé personne morale est représenté aux assemblées générales par son représentant légal ou par toute personne désignée par ce dernier en qualité de fondé de pouvoir. Un associé personne physique peut se faire représenter par le Président de l'assemblée générale, par son conjoint ou par un autre associé désigné en qualité de mandataire.

Tout associé peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société trois jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions proposées par le Président et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Le formulaire de vote par correspondance peut, le cas échéant, constituer un document unique avec la formule de procuration. Dans ce cas l'associé fait son choix en cochant les cases correspondantes.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

22.1.3. Tenue des assemblées

- Feuille de présence :

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence qui contient les mentions suivantes :

- La dénomination et le lieu du siège social s'il s'agit d'une personne morale, les nom et prénom usuel et adresse s'il s'agit d'une personne physique, de chaque associé, le nombre d'actions dont il est titulaire.
- Les nom et prénoms usuels du représentant légal, ou de son délégué, de chaque associé.
- L'indication des associés représentés et de l'identité de leur mandataire.
- L'indication de chaque associé ayant adressé à la société un formulaire de vote par correspondance.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les associés présents et les mandataires, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

- Quorum :

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance possèdent le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant votés par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, l'assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

- Calcul de la majorité :

Pour le calcul de la majorité, les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'associé n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. De la même manière, les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne seront pas pris en compte.

- Bureau :

L'assemblée générale est présidée par le Président.

En son absence, l'assemblée élit elle-même son Président.

Le Président désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des membres de l'assemblée.

22.2. Consentement acté des associés

Les décisions collectives peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte et notamment de la signature, par tous les associés, d'un texte comportant une ou plusieurs propositions de décisions.

Les associés feront leur affaire de la circulation entre eux de l'original de l'acte comportant la ou les propositions de décisions, en vue d'y apposer leur signature accompagnée de la date.

Toutefois, les signatures des associés pourront valablement être recueillies sur des actes ou textes de décisions distincts à condition que les propositions de décisions qu'ils comportent soient rédigées en termes strictement identiques.

Le texte des propositions de décisions sera réputé adopté à la date de la dernière des signatures apposées par les associés.

22.3. Consultations écrites

Dans ce cas, le Président adresse, par tout moyen de communication, à condition qu'il en soit accusé réception, un bulletin de vote, portant les mentions suivantes :

- la date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze jours à compter de la date d'expédition des bulletins de vote,
- le texte de la ou des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet),
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner, par tout moyen de communication à condition qu'il en soit accusé réception, un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée.

L'associé n'ayant pas répondu dans le délai indiqué est considéré comme ne prenant pas part au vote et par voie de conséquence comme non exprimé.

Les conditions de quorum fixées pour la validité des réunions d'assemblée générale des associés ainsi que les règles de majorités pour l'adoption des décisions collectives, telles que stipulées ci-dessus, sont applicables aux consultations écrites.

Article 23 – PROCES-VERBAUX

Les décisions collectives des associés sont constatées dans des procès-verbaux signés du Président et du secrétaire pour les décisions adoptées en assemblée générale et du seul Président pour les décisions résultant d'une consultation écrite.

Les décisions collectives résultant du consentement acté des associés seront reportées dans le registre des décisions collectives sous la signature de tous les associés ou du seul Président.

Article 24 – DROIT DE COMMUNICATION

Toutes les consultations des associés seront accompagnées d'un rapport du Président ou de l'auteur de la convocation exposant les motifs des décisions soumises à l'approbation des associés.

En outre, préalablement à toutes décisions collectives, quelles qu'en soit la forme, tout associé peut demander au Président toutes explications nécessaires à son information.

Il a le droit également d'obtenir la communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Article 25 – ASSOCIE UNIQUE

Si la société comporte un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

L'associé unique statue sous forme de décisions unilatérales consignées dans le registre des décisions collectives sous sa signature et celle du Président.

TITRE VII COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 26 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales ainsi que des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice social, sauf prorogation de ce délai par les textes légaux ou réglementaires ou par décision de justice.

Article 27 – FIXATION - AFFECTATION - REPARTITION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice net comptable ou la perte nette comptable de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

S'il résulte des comptes de l'exercice l'existence d'un bénéfice net comptable, la collectivité des associés décide après apurement des pertes antérieures et dotation de tout fond de réserve légale ou statutaire, soit de le distribuer en partie ou en totalité, soit de le reporter à nouveau ou de l'affecter à tout compte de réserves générales ou spéciales que la collectivité des associés aura créée.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Le bénéfice lorsqu'il est distribué aux associés est alors réparti entre les associés, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. Il est inscrit à leur crédit dans les livres sociaux, ou versé effectivement à la date fixée par la décision de distribution.

S'il résulte des comptes de l'exercice l'existence d'une perte nette comptable, la collectivité des associés décide soit de la reporter à nouveau soit de l'imputer sur tout compte de réserves.

Dans l'hypothèse d'un démembrement de propriété, les usufruitiers jouissent sur le résultat comptable des mêmes prérogatives qu'un associé.

Article 28 – MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

28.1. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la décision collective des associés.

28.2. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

28.3. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les

bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 29 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions prévues à l'article « *MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL* » ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision collective des associés est publiée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En cas d'inobservation des prescriptions contenues aux alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer ou se prononcer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 30 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La dissolution de la société peut être prononcée à tout moment par décision collective des associés.

La société est en liquidation dès l'instant où sa dissolution est survenue pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est alors suivie de la mention « société en liquidation ».

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et, le cas échéant, du ou des Directeurs Généraux.

Si la société est dotée de commissaires aux comptes, ces derniers conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Après extinction du passif et des frais de liquidation, le produit net de celle-ci est employé à rembourser aux associés le montant libéré et non amorti des actions qu'ils possèdent ; l'excédent, s'il y a lieu, constituant le boni de liquidation, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions possédées par chacun d'eux.

Article 31 – CONTESTATIONS - ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire du lieu du siège social.

ONT DESIGNE :

- **En qualité de Président** pour une durée indéterminée :

La société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT, société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros, ayant son siège social sis 659 route de Jonquières à Orange (84100), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 849 375 720 RCS AVIGNON,

Représentée par Monsieur Florent AGRO, Président ayant tous pouvoirs à cet effet,

Monsieur AGRO, es qualité de représentant de la société FLORENT AGRO INVESTISSEMENT, accepte lesdites fonctions et déclare que la société satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

L'exercice des fonctions de Président de la Société ne donne pas lieu à rémunération et ce, jusqu'à décision contraire de la collectivité des associés.

Toutefois, le Président aura droit au remboursement de ses frais de mission, déplacement, représentation et réception qu'il engagera dans l'intérêt et pour les besoins de la Société, au vu des justificatifs correspondants.

- **En qualité de Directeur Général** pour une durée indéterminée :

Monsieur Manuel FABRA, de nationalité française, né à Orange (84), le 22 mai 1991 et demeurant 366 avenue de Verdun à Orange (84100),

Monsieur Manuel FABRA accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Directeur Général.

L'exercice des fonctions de Directeur Général de la Société ne donne pas lieu à rémunération et ce, jusqu'à décision contraire de la collectivité des associés.

Toutefois, le Directeur Général aura droit au remboursement de ses frais de mission, déplacement, représentation et réception qu'il engagera dans l'intérêt et pour les besoins de la Société, au vu des justificatifs correspondants.

ONT FIXE :

Ainsi qu'il suit, le statut de la société pendant la période courant jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés :

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le Président est expressément habilité à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par les associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ET, ENFIN, A CONVENU QUE :

Tous pouvoirs sont délégués au Président pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la réglementation en vigueur et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un Journal d'Annonces Légales.

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont aux soussignés jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard, dans le délai de cinq ans.

Fait en autant d'originaux qu'il est nécessaire pour le dépôt d'un original au siège social et l'exécution des diverses formalités requises.

A Orange

Le 21 février 2022

**P/ la société FLORENT AGRO
INVESTISSEMENT**

Monsieur Florent AGRO

« Bon pour acceptation des fonctions de
Président »

+ signature

Monsieur Manuel FABRA

« Bon pour acceptation des fonctions de
Directeur Général »

+ signature

DocuSigned by:
 Florent AGRO
C9720A3EBFCD403...

DocuSigned by:
 Manuel FABRA
6013FDFD08B9485...